

International

COVID-19 EN AFRIQUE : LA COMMUNICATION DU PRÉSIDENT SÉNÉGALAIS, ENTRE VIRUS ET DETTE

François Backman

13/05/2020

Après avoir analysé dans une note précédente les réactions de différents chefs d'État africains face à la pandémie, François Backman décrypte plus particulièrement la spécificité de la stratégie politique et de sa communication du président du Sénégal, Macky Sall.

La crise liée au Covid-19 a confirmé le rôle moteur de certains dirigeants africains (Afrique du Sud, Maroc, Rwanda) et permis à d'autres d'acquérir une nouvelle stature. Le président Macky Sall est assurément de ceux-là, tout comme, dans un autre registre, Andry Rajoelina à Madagascar. Derrière ceci, c'est de développement économique, de leadership et plus symboliquement de panafricanisme dont il est question, avec une arme parmi d'autres : la communication.

En effet, en parlant d'abord à leurs populations et ensuite au niveau international, en médiatisant leurs actions de manière moins *old school* qu'à l'accoutumée, ces présidents sont en train d'acquérir une nouvelle dimension sur la scène africaine.

Nous proposons ici une étude de cas avec Macky Sall.

Les trois Macky Sall

Réélu en mai 2019 à la tête de la coalition *Yoonu Yookuté* (La voie du véritable développement), Macky Sall se retrouve en première ligne face au virus depuis la suppression du poste de Premier ministre. Contrairement à certains de ses homologues assurant un service minimal (Cameroun, Guinée Équatoriale, etc.), se contentant de gérer l'urgence (Burkina Faso, Nigeria, etc.), d'appeler à l'aide (Mali, Niger, République Centrafricaine, etc.) ou de jouer aux évergètes (Gabon, Guinée Bissau, etc.), le président sénégalais semble avoir pris conscience de la crise et de ses conséquences en décidant d'agir, en partie sous la pression des organisations de la société civile – diront certains – à l'instar du mouvement *Y en a Marre* qui très tôt l'a interpellé sur la question du coronavirus.

Pour garder la main, pour rester en phase avec son *Liggéeyal Ëllëk* (rendez-vous avec l'avenir) et son Plan Sénégal émergent, Macky Sall a compris qu'il devait monter au créneau, ne pas se contenter de longues déclarations techniques dont il est coutumier, d'apparitions symboliques, d'atermoiements ou de propos à l'emporte-pièce comme certains de ses pairs (Burundi, Comores, Mali, République du Congo, Tanzanie, etc.). Ceci d'autant plus que la parole présidentielle, en Afrique, comme ailleurs, n'a pas nécessairement un impact avéré, étant concurrencée par les réseaux sociaux – du moins dans les pays ayant un taux de couverture et un débit internet satisfaisant – et par d'autres autorités jugées plus crédibles par les populations, que celles-ci soient religieuses ou coutumières.

Au-delà de la crise sanitaire, *a priori* maîtrisée, la crise économique va impacter fortement le Sénégal et ses projets de développement. Les investissements directs étrangers sont en berne, une croissance en voie d'effondrement, et certains projets d'infrastructures quasiment à l'arrêt. Les investissements dans le secteur des hydrocarbures et du gaz, devant faire du Sénégal un pays pétrolier à brève échéance, vont être retardés à l'image du mégaprojet gazier de Grand-Tortue (à la frontière maritime avec la Mauritanie) dont l'entrée en production est repoussée à 2023. Une source de revenus et d'emplois en moins. Si avant la crise sanitaire, les Sénégalais avaient globalement une vision plutôt positive de la politique économique de leur président, ils craignent que la future manne pétrolo-gazière soit gérée de manière non transparente par les pouvoirs en place. Signe de défiance vis-à-vis des pouvoirs en place, que l'on retrouve ailleurs sur le continent.

Au niveau micro-économique, la crise initiée par le Covid-19 révèle, au Sénégal comme dans tous les pays de la planète, les insuffisances de l'action des pouvoirs publics. Le Covid-19 touche de plein fouet l'économie informelle qui occupe environ 80% des actifs. On retrouve également toutes les questions cruciales se posant aux pays en développement : perturbations des circuits d'approvisionnement, mouvements sociaux, etc.

Sur le plan politique, Macky Sall est par ailleurs confronté à des oppositions qui ne laissent rien passer, qui argumentent et savent jouer avec les médias, bien mieux que la plupart de celles de la zone ouest-africaine. Il lui faut également tenir compte des leaders des grandes confréries religieuses, qui plus est en période de Ramadan.

Le président sénégalais doit donc jouer sur plusieurs tableaux. Pour caricaturer à l'extrême, on a vu trois Macky Sall. Tout d'abord, le « Macky-pompier » qui doit contenir la crise sanitaire et faire face aux problèmes économiques et sociaux immédiats de ses concitoyens vivant désormais sous contrainte (répétons-le, les mesures prises entravent une grande partie de la vie et des besoins vitaux des plus modestes). Ensuite vient le « Macky-capitaine » devant tenir la barre, naviguer dans

la tempête macro-économique et donner un cap, tout en rassemblant le plus possible autour de lui. Il s'agit de ne pas apparaître comme un pays qui subit, se contentant de faire face avec les moyens du bord. Enfin, on a vu apparaître le « Macky-leader africain » potentiel, qui en quelques semaines a réussi à s'imposer comme l'un des dirigeants de premier plan en se positionnant assez tôt sur des problèmes dépassant le strict cadre sénégalais en choisissant l'annulation de la dette africaine pour combat.

Au Sénégal : un président, pompier et capitaine

Mi-mars 2020, alors que la menace du coronavirus se rapproche, Macky Sall prend toute une série de mesures défensives (interdiction de manifestations, fermeture des écoles, suspension des formalités liées au hadj et aux pèlerinages nationaux, etc.). Il annonce ensuite qu'il présidera deux fois par semaine, et plus si besoin, un conseil national de sécurité sur la question. La fermeture des frontières arrive le 20 mars.

Il compose également avec l'opposition classique, les organisations de la société civile et les dirigeants de confréries religieuses, pour finalement parvenir à une sorte d'union nationale. Idrissa Seck, son rival malheureux du scrutin de 2019, est de la partie. Même chose avec Khalifa Sall, peu rancunier, l'ancien maire de Dakar ayant été emprisonné en 2018 (et donc empêché de se présenter à la présidentielle), puis condamné au terme d'un procès ayant fait grand bruit au-delà des frontières, pour être finalement gracié par Macky Sall en septembre 2019, après l'élection...

Le 23 mars dernier, dans une adresse aux Sénégalais, il entend relever le niveau de riposte. L'état d'urgence est décrété et sera prolongé jusqu'à début juin prochain. Il encourage ses compatriotes à la responsabilité et au civisme. Il met sur pied un comité de croissance et de veille économique Covid-19, un Plan de résilience économique et sociale (PRES, on notera l'acronyme) et un Fonds de riposte et de solidarité baptisé Force-Covid-19 qui devrait, *via* des ressources publiques et privées, mobiliser 1 000 milliards de francs CFA, ceci, afin d'accompagner les entreprises, les ménages et les membres de la diaspora. Sur ce dernier point, Macky Sall, contrairement à d'autres dirigeants, a compris l'importance de la gestion et de la prise en compte des « diaspos » dans cet épisode. Par ailleurs, près de soixante-dix milliards de francs CFA sont consacrés à l'aide alimentaire d'urgence aux populations vulnérables (environ un million de ménages). Jusque-là, on est dans le discours classique d'un leader tentant de prendre les devants et de colmater les brèches annoncées. Cette allocution est d'ailleurs assez similaire à celle tenue le même jour par son homologue ivoirien.

Sous la houlette des services de la présidence et du ministère de la Santé et de l'Action sociale, se mettent en place diverses campagnes de prévention en wolof, langue parlée bien plus que le

français, et la mise en place de divers outils numériques ; le but étant d'informer et de prévenir. Tout ceci ne serait pas possible sans la mobilisation des acteurs de la société civile et religieux qui, eux aussi, mettent la plupart du temps la « main à la pâte ». En effet, c'est par eux que l'on peut toucher le plus grand nombre, bien plus que par les fils Twitter et autres Facebook en langue française.

Son allocution pour le soixantième anniversaire de l'indépendance, le 4 avril 2020, tranche quelque peu avec son style « bon élève ». Certes, les fondamentaux sont là (remerciements aux personnels de santé et de sécurité, sensibilisation, appel à la mobilisation et au rassemblement, annonces diverses, etc.), ses tics de langage également. La dernière partie est plus novatrice dans la bouche du président sénégalais qui joue la carte panafricaine (par-delà les phrases convenues que l'on retrouve dans quasiment tous les discours africains) puisqu'il en appelle à l'annulation de la dette publique et au réaménagement de la dette privée pour tous les pays du continent.

C'est le début d'un discours qui va prendre de l'ampleur dans les semaines à venir, relayé et argumenté par divers alliés politiques avec une stratégie médiatique quelque peu étayée, chose assez rare en Afrique de l'Ouest.

Certes, la mention de l'annulation de la dette est encore quelque peu timide mais elle est là. Rappelons qu'elle vient après plusieurs ballons d'essai, notamment ceux lancés par Macky Sall et divers présidents africains par exemple à Dakar début décembre 2019 concernant notamment la « question-dette ». On pourra également noter l'évolution des thématiques de discours « salliens » entre l'allocution du 31 décembre 2019 pour les vœux de Nouvel An, où le panafricanisme était réduit à une portion plus que congrue, et cette allocution du soixantenaire.

Au niveau sénégalais, il multiplie actions et déclarations relayées par une communication au-dessus de la moyenne de ses pairs continentaux. Il ne s'agit pas de jeter la pierre à certains de ses homologues en place dans des pays « plus pauvres », mais essayer de réellement communiquer envers ses concitoyens ne coûte quasiment rien, ce n'est pas un problème de moyens financiers, c'est une question de volonté politique et de considération des populations.

En Afrique et à l'international : un leadership en construction

C'est au niveau continental et international que la stratégie de Macky Sall peut être la plus intéressante tant elle tranche avec celles de la plupart des autres dirigeants africains. En est-ce pour autant terminé des communications quelque peu *has been* à l'instar de la pleine page que la présidence s'était offerte dans le *Financial Times* du 24 septembre dernier, vantant l'action de

Macky Sall ? Pas sûr, mais durant cette « séquence-Covid », il semblerait que oui.

Rappelons qu'en cette période pandémique, on retrouve trois grands types de stratégies de communication émanant des dirigeants africains.

La première, celle des « suiveurs », de ces présidents de pays en bas de tous les tableaux, souvent déjà en crise, quelque peu débordés par les problèmes à venir et n'ayant pas fait montre d'un leadership affirmé au cours de leur mandat, qui apposent leurs signatures au bas de tribunes collectives. Ils sont là non pas parce qu'ils ont fait montre d'un activisme débridé face au Covid-19, mais surtout parce que leur pays devient en quelque sorte l'emblème d'une Afrique peu à même de faire face seule (Ibrahim Boubacar Keïta au Mali ou Félix Tshisekedi en République démocratique du Congo).

La seconde émane de dirigeants parlant d'en haut et de l'extérieur. À cet égard, la tribune du président togolais Faure Gnassingbé, récemment réélu, est révélatrice. Le 12 avril dernier, il publie, seul, un texte dans le *Financial Times* qui est ensuite répercuté dans la presse de son pays. Une tribune ciblée pour des investisseurs occidentaux mettant l'accent sur les filets de protection financière et sociale mis sur pied au Togo et sur l'aspect *mobile money* comme moyen de lutter contre les conséquences du virus. Assez peu de choses concernant l'Afrique et ses populations. La presse togolaise reprend et développe la chose en présentant la vision de Faure Gnassingbé pour son prochain mandat. À l'international, la parole du président togolais n'est que très peu reprise, ce n'était d'ailleurs peut-être pas le but ultime de l'opération. Circulez, il n'y a finalement pas grand-chose de nouveau à voir. Du haut de son piédestal, il apporte sa bonne parole à son peuple. Moi d'abord et *Togo first*, telle est la ligne. On retrouve le même procédé, début mai 2020, avec Alpha Condé qui vante l'expérience de la Guinée en matière de gestion d'épidémie (Ebola) et proposant de « partager et mutualiser son expertise ». Chef-d'œuvre de communication sans grand impact.

Dernière stratégie, et c'est tout le contraire de la précédente : celle de Macky Sall justement. Il commence par parler de chez lui, du Sénégal, pour ensuite aller au-delà des frontières. Ainsi commence-t-il par publier, le 8 avril 2020, une tribune dans *Le Soleil*, l'un des principaux quotidiens sénégalais : « L'Afrique et le monde face au Covid-19 : point de vue d'un Africain ». Le texte est également publié en anglais sur sa page Facebook. Il plaide de manière encore plus affirmée pour l'annulation de la dette. Proximité, prise de hauteur et recul, position panafricaine, vision et pistes de réflexion pour l'avenir post-coronavirus, tels sont les principaux points du texte publié par le président sénégalais, même si son côté « bon élève » transparaît encore dans sa tribune, un peu longue et qui parfois manque d'envol.

Le lendemain, le texte est répercuté à l'international, notamment dans les publications du groupe *Jeune Afrique* (le *website* de l'hebdomadaire éponyme et le périodique anglophone *The Africa Report*). La presse internationale reprend la chose. Le texte devient sous la plume de certains « l'Appel de Dakar » ou « un Africain parle ». Dans les retombées, ce n'est plus seulement le dirigeant d'un pays d'Afrique de l'Ouest qui prend la parole, c'est le représentant d'un continent. Le président sénégalais commence ainsi à devenir l'une des voix qui portent en Afrique en ces temps de pandémie. Tout le contraire, on le voit, d'un Faure Gnassingbé ou d'un Alpha Condé.

En outre, Macky Sall est accompagné et n'avance pas seul. Il s'est entouré d'éclaireurs et d'appuis qui viennent relayer son message sous divers angles, allant de tribunes en initiatives porter la parole présidentielle et vanter la capacité de résilience du Sénégal. D'Aminata Touré, une de ses anciennes Premières ministres et actuelle présidente du Conseil économique et social à son ministre des Finances Abdoulaye Diallo, Macky Sall joue avec ses équipiers. Il participe également à des tribunes collectives en compagnie de certains de ses homologues.

À partir de cet « appel de Dakar », s'ensuivent diverses interviews dans de grands médias francophones, assez regardés et écoutés en Afrique, notamment par les élites, de France 24 en passant par TV5 Monde ou Radio France Internationale. Pour convaincre, il n'hésite pas à jouer avec les peurs et préjugés occidentaux concernant l'Afrique – à l'instar de son interview dans *Le Figaro*.

Au niveau continental et international, le président sénégalais n'est pas non plus inactif sur d'autres sujets. Mi-avril 2020, il est contacté par Mohammed VI en même temps que le président ivoirien pour monter un plan de lutte contre les conséquences du Covid-19. Rappelons que le royaume chérifien a de gros intérêts sur le continent, particulièrement en Afrique de l'Ouest, et qu'il espère toujours intégrer la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. Il interpelle également Donald Trump concernant le retrait étasunien du financement de l'Organisation mondiale de la santé. Il prend également langue avec son homologue malgache au sujet du remède fabriqué sur la Grande Île. Début mai, il parle avec le pape François de l'annulation de la dette publique africaine et en profite pour l'inviter au Sénégal. On pourrait multiplier les exemples de cet activisme panafricain et international.

Toutes ces interventions sont bien évidemment relayées sur la Radio-Télévision sénégalaise et les réseaux sociaux, Macky Sall et ses équipes ayant bien compris qu'il fallait utiliser et médiatiser jusqu'au bout une interview, ce qui est loin d'être le cas de nombreux présidents africains. Même si les montages vidéos et autres *inserts-web* relatifs à ces actions touchent peu la population, ils parlent aux élites et aux mondes économiques et c'est là l'objectif principal dans cette phase. À cela s'ajoute divers reportages dans les médias internationaux sur diverses déclarations de pontes

de la médecine sénégalaise montrant la capacité du pays à proposer des traitements et à faire face. On parle alors d'« exception sénégalaise » au niveau sanitaire. Il en va de même pour les innovations en matière économique ou de *Tech* destinées à lutter contre les conséquences socio-économiques du virus.

Derrière toutes ces déclarations, et peut-être derrière même la question de l'annulation de la dette, c'est de leadership ouest-africain (et africain) dont il est question, et du développement économique du Sénégal.

Les diverses prises de parole de Macky Sall sont un moyen d'apparaître comme « la » référence panafricaine en Afrique de l'Ouest et au niveau continental, à l'heure où les chantres habituels de la sous-région sont en perte de vitesse (Alpha Condé en Guinée), préparent leur sortie (Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire) ou une réélection (Nana Akufo-Addo au Ghana), au grand dam, semble-t-il, du président béninois Patrice Talon. Le Macky Sall « rond et bonhomme » prendrait donc de l'ampleur, la dette étant un sujet qui parle et qui porte, tant aux niveaux des élites que des populations, en faisant du tribun sénégalais un défenseur de l'Afrique et des Africains.

Macky Sall a intégré le fait que si un président ne parle pas, s'il se contente de déclarations lénifiantes et souvent déconnectées, s'il espère passer sous les radars en attendant Dieu sait quoi, il sera plus encore décrédibilisé aux yeux des populations et « oublié » par la communauté internationale ou, à tout le moins, relégué dans l'équipe des « pays boulets », voire dans celle des *terrae incognatae*, terrains de chasse des puissances lorgnant vers l'Afrique espérant profiter des reconfigurations post-Covid pour avancer leurs pions (Chine, Corée, Japon, Russie, Turquie, certains pays européens et du Golfe, nouveaux entrants sur le continent).

Le « petit » Sénégal, aux dix-sept millions d'habitants, est « capable et costaud », tel est le message. Motif de fierté à l'intérieur du pays, moyen de se placer dans « l'après », de montrer aux investisseurs que le Sénégal tient bon et qu'il dispose d'atouts que d'autres pays du continent n'ont pas nécessairement ou en tous cas ne valorisent pas. Moyen aussi de positionner le pays comme un interlocuteur inévitable en Afrique. Aujourd'hui, une partie des projecteurs se braquent sur le Sénégal et Macky Sall semble faire figure de leader incontournable. Combien de pays et de dirigeants africains ont fait cela ? Peu, semble-t-il, et c'est dommage...

Si tout ce débat ne touche pas nécessairement le Sénégalais de la rue ou des campagnes, si les problèmes de fond restent, si les mesures de Macky Sall sont critiquées, notamment celles liées à la Force Covid-19 pointée du doigt par le mouvement *Y en a Marre* qui dénonce « une gestion nébuleuse », il n'en demeure pas moins que la communication du président sénégalais se révèle un

atout pour lutter contre la crise. En informant les populations *via* tous les vecteurs disponibles, que ceux-ci soient étatiques ou non, nationaux ou pas, en se positionnant comme l'un des parangons de l'annulation de la dette africaine, Macky Sall est en train d'acquérir une nouvelle envergure. Feu de paille conjoncturel ou stratégie durable à développer et à consolider ? L'essai en tout cas gagnerait à être confirmé. À suivre.